

COMMUNIQUE DE PRESSE

des élus (es) communistes et des communistes d'Aulnay-sous-bois

Aulnay-sous-bois, le 27 avril 2009

la droite aulnaysienne encore une fois désavouée, notre choix démocratique doit être respecté !

Dans quelques jours, la décision du Conseil d'Etat concernant l'annulation ou non des élections municipales de mars 2008 sera rendue.

C'est une décision importante et d'avenir pour notre Ville.

Importante : parce qu'on doit respecter le choix démocratique des aulnaysiennes et des aulnaysiens qui s'étaient massivement mobilisés.

La population avait exprimé sa volonté de changer l'orientation politique en mettant à la tête une nouvelle équipe plus dynamique et plus représentative de la ville avec des projets en phase avec leurs besoins et a manifesté son désir de voir la ville développée et attrayante.

La nouvelle majorité n'a pas « chômé » depuis 1 an, elle a mis en chantier, voir réalisé une partie du programme sur lequel les aulnaysiennes et aulnaysiens, l'ont élu.

Un programme ambitieux, volontariste, solidaire avec la construction de micro-crèches, de la halle d'athlétisme, agrandissements d'écoles, mise en place d'une vraie démocratie locale, des actions répétées pour la jeunesse, la déconstruction-dépollution du CMMMP, le développement du transport collectif, la construction de logements sociaux, le développement économique, l'ouverture de la mairie aux citoyens, etc.

Les tentatives de déstabilisation de toutes la Droite, le Modem inclus, n'ont pu freiner la volonté de la nouvelle majorité de faire avancer Aulnay avec l'ensemble de sa population du quartier Nord au quartier Sud.

La droite voulait pénaliser la majorité de gauche, c'est les citoyens qu'elle a sanctionné par la longueur des procédures.

Aujourd'hui, le rapporteur public vient de demander dans ses recommandations au Conseil d'Etat de confirmer les élections et de rejeter tous les motifs qui ont constitué le recours.

Ces recommandations confirment le choix des aulnaysiens et respectent leur volonté de changement exprimée les 9 et 16 mars 2008.

Dans l'attente de la confirmation du Conseil d'Etat, les élus communistes se réjouissent de cette proposition et appellent chacun, élus(es) et citoyens(nes) à poursuivre le travail engagé pour une meilleure justice sociale.

Contact groupe communiste : 01 48 79 44 49